



1^{ère} réunion du Réseau de fonctionnaires pour le parlement ouvert

[#ParlAmericasOPN](#)

En collaboration avec l'Assemblée nationale du Panama, ParlAmericas a organisé la 1^{ère} réunion du Réseau de fonctionnaires pour le parlement ouvert dans le but d'inaugurer un espace dédié à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques appliquées dans leurs parlements pour l'ouverture législative. Ce nouvel espace a été créé par le Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas en reconnaissance du rôle essentiel des fonctionnaires dans la viabilité et la progression effective de l'agenda pour un parlement ouvert au niveau institutionnel.

THÈME

Les piliers d'un parlement ouvert

LIEU

Ville de Panama, Panama

DATE

4 et 5 décembre 2019

PARTICIPANT(E)S

Plus de 25 fonctionnaires de parlements, parlementaires et représentantes et représentants de la société civile de 11 pays d'Amérique latine



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

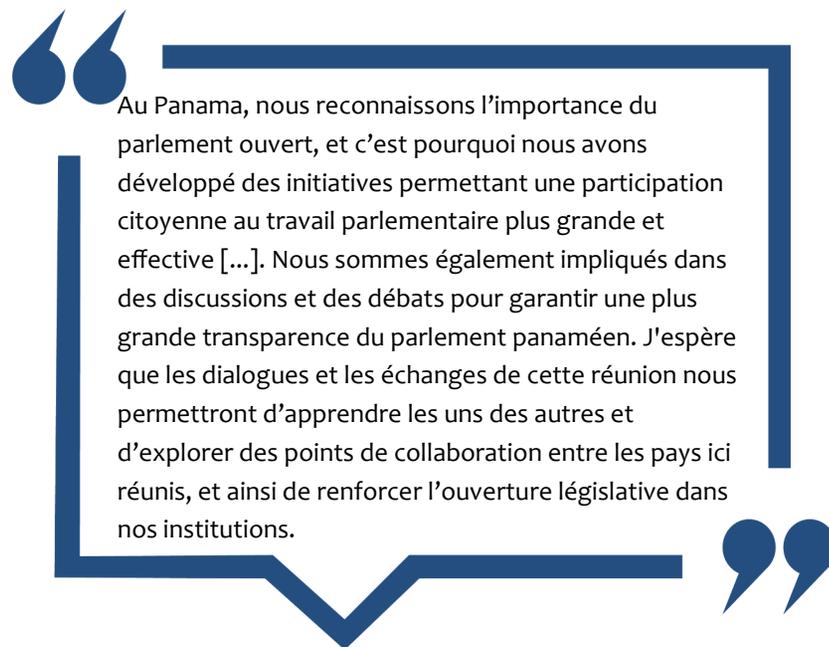
Discours de bienvenue

La réunion a débuté avec un discours de bienvenue de **Quibián Panay** (Panama), secrétaire général de l'Assemblée nationale, et du député **Fernando Arce** (Panama), membre du Conseil de ParlAmericas. Suite à cela, les fonctionnaires ont été invités à présenter brièvement des bonnes pratiques et les difficultés liées à la responsabilité du parlement. Les représentantes et représentants du [Brésil](#), [Chili](#), [Costa Rica](#), [Équateur](#), [Guatemala](#), [Honduras](#), [Mexique](#), [Panama](#), [Paraguay](#), [Pérou](#) y [République dominicaine](#) ont parlé de forums, d'expositions, d'audiences publiques, d'outils numériques comme des applications, et de rapports standardisés des déplacements des parlementaires et des résultats annuels de la gestion législative, entre autres, comme bonnes pratiques mises en place par leur institution.

Pendant cette réunion, la membre de l'Assemblée et présidente de ParlAmericas, **Elizabeth Cabezas**, a souligné que les parlements font face à de grands défis liés à la confiance du public, et qu'il est donc important d'œuvrer à garantir l'ouverture législative. Avancer vers le parlement ouvert est le travail de toutes et tous, y compris les parlementaires et les fonctionnaires. Il est indispensable que les législatures disposent de personnes préparées et formées pour contribuer à l'institutionnalisation de ce parlement. Renforcer et autonomiser les fonctionnaires est essentiel pour les processus de réforme, la mise en œuvre et la durabilité d'initiatives et de plans d'action pour l'ouverture législative.

Sessions de travail

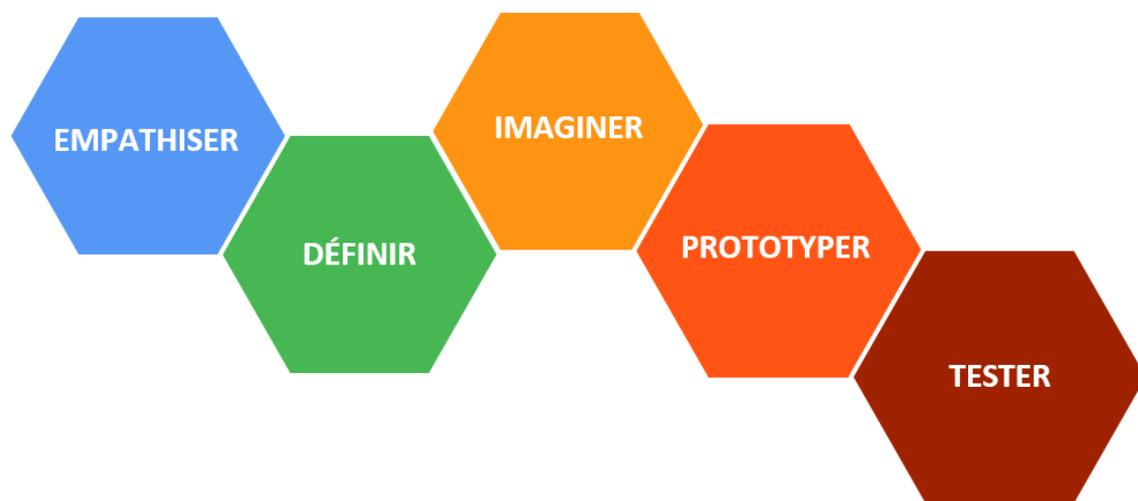
Les sessions de travail qui ont eu lieu lors de cette réunion ont permis d'échanger des expériences et des bonnes pratiques sur la transparence et l'accès à l'information, la responsabilité du parlement, et la participation citoyenne, ainsi que de mieux connaître la méthodologie *design thinking* pour la création et la reconception de programmes et de services que les parlements offrent au public. Cette réunion s'est achevée avec un panel international sur le parlement ouvert où le Chili, l'Équateur et le Panama ont fait part de leurs expériences en matière de plans d'action et d'initiatives en lien avec l'ouverture législative. Cette activité a servi de lancement officiel du Réseau de fonctionnaires pour le parlement ouvert de ParlAmericas.



Quibián Panay, secrétaire général de l'Assemblée nationale du Panama

Session de travail 1 : Renforcer les services parlementaires pour le public

La première session a permis d'aborder la méthodologie du *design thinking* en tant qu'outil à utiliser dans la création et la reconception de services et programmes parlementaires pour le public. D'après **César Bazán**, professeur d'innovation publique à l'Université du Pacifique du Pérou et directeur général de la société de conseil *Innovación para el Desarrollo* ([présentation](#)), cette méthode comprend cinq étapes fondamentales, à savoir : faire preuve d'empathie, définir, concevoir, créer un prototype et évaluer. Ces étapes servent à tenter de mieux comprendre les besoins des utilisatrices et des utilisateurs qui interagissent avec les produits ou services proposés, en leur permettant de participer au processus de création. Cette session a été interactive et a permis des discussions entre les participantes et les participants, qui ont développé une partie des étapes de cette méthodologie avec des cas pratiques liés au travail parlementaire. Les groupes de travail se sont terminés avec une courte présentation des discussions tenues.



Il est naïf de penser qu'une solution fonctionnera pour l'ensemble de la population d'un pays. Il existe des différences entre les besoins d'un journaliste, d'une mère souhaitant plus que tout s'occuper de sa fille, d'un directeur (d'école) ne sachant pas que faire, entre autres. Pour commencer, il faut identifier différents types d'utilisateurs pour lesquels nous travaillons, la citoyenne ou le citoyen ordinaire. Je vous invite à cesser de penser que toutes et tous doivent se rendre au parlement, et à penser plutôt que le parlement doit aller découvrir son pays, les réalités pour lesquelles il légifère.



César Bazán, professeur d'innovation publique, Université du Pacifique du Pérou, et directeur général de la société de conseil *Innovación para el Desarrollo*

Session de travail 2 : Explorer un modèle de responsabilité institutionnelle du parlement



La deuxième session de travail, modérée par **María Inés Ramírez** (Paraguay), coordinatrice de projets de la Direction générale du Développement institutionnel et de la Coopération externe de la Chambre des sénateurs, était axée sur la responsabilité du parlement, ses aspects les plus importants, son institutionnalisation et les acteurs pertinents dans ces processus, ainsi que des bonnes pratiques.

Khemvirg Puente, professeur à la Faculté de Sciences politiques et sociales de l'Université nationale autonome du Mexique ([présentation](#)) a fait part, en visioconférence, de concepts clés de la responsabilité, de son lien avec le système démocratique, des types de responsabilités (horizontale, verticale et diagonale) et de bonnes pratiques, en soulignant le [Conseil consultatif de la Chaîne du Congrès mexicain](#), dont il est le président.



Cette session s'est achevée par des groupes de travail où les participantes et les participants ont dialogué et contribué à une version provisoire d'un kit d'outils sur le sujet, en mettant l'accent sur les acteurs et les informations pertinentes à inclure dans cette publication, ainsi que sur les principaux défis à aborder dans ce kit d'outils. Les thèmes abordés comprenaient la publication du budget et des dépenses du parlement, les règles et politiques sur les marchés publics, l'archive législative annuelle du travail parlementaire, l'enregistrement des fonctionnaires et conseillers travaillant dans les différents secteurs et organes du pouvoir législatif, les audits internes et externes, l'ouverture des réunions des organes de décision parlementaires, les salaires et autres prestations des parlementaires, leurs dépenses professionnelles, et l'enregistrement des voyages et cadeaux qu'ils ont perçus. Cette publication sera lancée prochainement, et figurera sur le [Portail sur le parlement ouvert de ParlAmericas](#).



La responsabilité est possible lorsque les législatures ou les congrès sont fortement institutionnalisés. Et l'institutionnalisation est généralement comprise comme le processus à travers lequel les législatures acquièrent des capacités et une autonomie non seulement politique mais aussi technique. Cela est possible lorsqu'il existe des services professionnels, un système méritocratique permettant la continuité des travaux, ne dépendant pas du rapport de force majoritaire d'un parti ou d'un autre.



Khemvirg Puente, professeur à la Faculté de Sciences politiques et sociales de l'Université nationale autonome du Mexique

Contributions des fonctionnaires pour le parlement ouvert à un kit d'outils sur la responsabilité

Le tableau suivant présente les contributions des groupes de travail à une version provisoire du kit d'outils sur la responsabilité du parlement.



Aspects clés nécessaires au renforcement de la responsabilité :

- Volonté politique
- Réglementation interne pour son institutionnalisation
- Autonomisation du public
- Organisme de contrôle indépendant
- Transparence
- Politique d'égalité des genres



Acteurs pertinents pour la responsabilité :

- Organisme de direction du parlement
- Présidence
- Secrétariat ou direction générale
- Secrétariat administratif
- Bureau ou unités pour l'accès à l'information et la transparence
- Organismes de contrôle interne
- Bureau de la participation citoyenne
- Bureau des ressources humaines
- Bureau ou comités d'audit interne et externe
- Directions des finances et des achats
- Société civile

Responsabilité administrative

Actions sur le **budget** et les **dépenses**

- Publier le budget à jour du parlement sur son site web
- Faciliter la visualisation d'information sur le budget, les dépenses et les marchés publics, dans un langage simple et facile à comprendre pour le public
- Publier des informations ou des liens concernant ces sujets sur la page d'accueil des sites des parlements

Actions sur les **marchés publics**

- Adapter des politiques nationales et des plateformes pour les marchés publics au sein des parlements
- Publier les règles et procédures établies pour les marchés publics

Actions sur l'**archive parlementaire**

- Créer ou renforcer l'Unité de développement institutionnel ou de gestion stratégique du parlement pour coordonner et mettre en œuvre la responsabilité
- Publier les registres des réclamations des citoyennes et des citoyens
- Rédiger un rapport clair et simplifié sur la gestion et le travail législatif du parlement pour le public, précisant les objectifs de gestion de chaque unité
- Créer ou renforcer une archive historique par mandat parlementaire et la numérisation des documents

Actions sur les **fonctionnaires** travaillant au parlement

- Créer un mécanisme permettant de rechercher le registre des fonctionnaires à jour de manière interactive sur le site web
- Identifier et présenter la tranche de salaire des fonctionnaires par fonction et par genre

Actions sur les **audits**

- Inclure et enregistrer les plans d'action pour un parlement ouvert cherchant à résoudre les problèmes soulevés par les audits

Actions sur l'**ouverture des réunions** au sein du parlement

- Garantir l'ouverture des réunions de tous les organes parlementaires

Actions pour plus de **transparence**

- Faciliter la consultation en temps réel des données liées à la responsabilité disponibles pour l'ensemble du public
- Créer ou renforcer un système d'accès direct aux lois, et disposer d'une rubrique législative en temps réel
- Systématiser et documenter les actions pour la responsabilité

Responsabilité des parlementaires

Actions sur le *salaire*

- Inclure la rémunération des parlementaires, leurs dépenses liées à leur fonction de représentation et autres, ainsi que les rabais prévus par la loi et le règlement
- Enregistrer les indemnités accordées aux parlementaires, comme les forfaits pour le logement et les titres de transport aérien ou terrestre
- Publier les coûts détaillés par élément perçu par chaque parlementaire

Actions sur les *dépenses des bureaux*

- Rédiger un rapport sur les ressources allouées comme le téléphone, le stationnement, les véhicules et autres équipements
- Publier les détails liés à la liquidation de fonds renouvelables et de la petite caisse des bureaux
- Joindre un rapport annuel des frais financiers relatifs au travail exécuté par chaque bureau parlementaire
- Enregistrer les dépenses liées aux activités parlementaires réalisées

Actions sur les *conseillères et conseillers*

- Publier la déclaration de patrimoine des conseillères et des conseillers

Actions sur les *voyages* et les *cadeaux*

- Publier la déclaration de patrimoine des parlementaires
- Créer ou renforcer le registre des lobbyistes

Actions sur le *rapport annuel*

- Publier un registre de l'assiduité aux séances plénières et des commissions
- Inclure les conflits d'intérêt de chaque parlementaire



Session de travail 3 : Bonnes pratiques en matière de participation citoyenne

Avec la modération de **Juan Carlos Chavarría**, directeur du Département de la participation citoyenne de l'Assemblée législative du Costa Rica, cette session avait pour objectif de permettre à l'Assemblée nationale du Panama de partager des bonnes pratiques en matière de participation citoyenne du point de vue du parlement et de la société civile. D'une part, **Eira Santamaría**, directrice de l'Unité de promotion de la participation citoyenne de l'Assemblée nationale du Panama ([présentation](#)), a présenté les résultats les plus pertinents des programmes de son bureau, y compris les consultations citoyennes effectuées, l'assemblée de jeunes, les salons nationaux et le processus de présentation d'initiatives de loi citoyennes. D'autre part, **Elia López de Tulipano**, coordinatrice générale du Forum national des femmes des partis politiques (FONAMUPP) du Panama ([présentation](#)), a souligné l'expérience de son organisation avec l'Unité de promotion de la participation citoyenne en mettant l'accent sur le processus et le travail de ce bureau. Elles ont toutes deux mis en avant les opportunités de collaboration entre le parlement et les organisations de la société civile, et le fait qu'un dialogue permanent et une information claire sont des aspects fondamentaux pour renforcer cette collaboration.



Il est primordial de promouvoir la participation citoyenne dans le processus de l'élaboration des lois et dans le contrôle de la gestion gouvernementale pour apporter des changements dans la vie de nos pays.



Eira Santamaría (Panama),
directrice de l'Unité de
promotion de la participation
citoyenne de l'Assemblée
nationale

Depuis 1995, le FONAMUPP fait partie de la Commission nationale des réformes électorales et nos premières expériences d'initiatives citoyennes ont eu lieu dans le cadre de réformes électorales pour approuver la loi sur les quotas de femmes.



Elia López de Tulipano,
coordinatrice générale du
Forum national des femmes
des partis politiques du
Panama- FONAMUPP

Session de travail 4 : Kit d'outils sur la transparence et l'accès à l'information publique

Avec le soutien précieux d'EUROSociAL+, ParlAmericas et le Réseau pour la transparence et l'accès à l'information (RTA) élaborent un kit d'outils ayant pour objectif de renforcer la transparence et l'accès à l'information parlementaire. Pour cela, deux réunions ont eu lieu, au Brésil et au Costa Rica, avec des représentants au niveau institutionnel des parlements d'Argentine, du Chili et du Paraguay, afin de poser les bases et la structure de cette publication. Lors de cette session, **María José Méndez**, conseillère d'EUROSociAL+ ([présentation](#)), a parlé des avancées de ce kit d'outils et a expliqué aux participantes et aux participants des aspects fondamentaux de la transparence et l'accès à l'information des parlements. Les participants ont pu échanger des idées sur le sujet en utilisant une enquête virtuelle réalisée pendant la session. Les contributions apportées lors de cette réunion seront intégrées à la publication sur ce kit d'outils, laquelle figurera sur le [Portail sur le parlement ouvert de ParlAmericas](#).

Le projet de kit d'outils sur la transparence législative favorise la promotion et l'instauration de bonnes pratiques en matière de transparence et d'accès à l'information au sein des institutions législatives, avec la participation d'organes législatifs d'Argentine, du Paraguay, du Chili et du Costa Rica, ainsi que d'organes garants du Honduras, du Mexique, d'Uruguay et d'Espagne.



María José Méndez,
conseillère d'EUROSociAL+

Le soutien et l'engagement des plus hautes autorités du parlement sont essentiels à la réussite des projets pour la transparence et la responsabilité, et des campagnes de sensibilisation pour favoriser une culture de l'intégrité. Échanger de bonnes pratiques avec d'autres pays nous aide à consolider et à améliorer ces efforts.



Patricia Letona, directrice de
l'Unité pour l'accès à
l'information du Congrès du
Panama



Panel international sur le parlement ouvert

Pour finir, un panel international sur le parlement ouvert a eu lieu dans le but de partager les expériences régionales des initiatives et plans d'action pour un parlement ouvert en Amérique latine. Il était composé de la membre de l'Assemblée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas; Luis Rojas, secrétaire adjoint de la Chambre des députés du Chili; et le député **Fernando Arce** (Panama), membre du Conseil de ParlAmericas. D'abord, la membre de l'Assemblée Cabezas ([présentation](#)) a souligné les mesures et les efforts réalisés tant au niveau mondial que régional, en appuyant sur les engagements et les plans d'action pour un parlement ouvert. Elle a également présenté les actions actuelles de l'Équateur visant à renforcer davantage l'ouverture législative. Ensuite, **Luis Rojas** ([présentation](#)) a axé sa présentation sur les aspects les plus pertinents des plans d'action élaborés et mis en place au Chili, en insistant sur l'importance de ces efforts pour regagner la confiance du public envers le parlement. Enfin, le député Arce a souligné les bonnes pratiques en matière de participation citoyenne et de transparence mises en œuvre au Panama, et a mentionné les résultats les plus significatifs de ces initiatives.

Les fonctionnaires parlementaires sont un élément central de la mise en œuvre effective et de la durabilité des plans d'action, des engagements et des initiatives visant à garantir plus de transparence, de responsabilité, de participation citoyenne et d'éthique dans les pouvoirs législatifs.



Député **Fernando Arce** (Panama), membre du Conseil de ParlAmericas

Le droit à la responsabilité consiste en la capacité du public à demander des comptes aux autorités et aux fonctionnaires, lesquels sont tenus de se justifier et d'assumer leurs décisions.



Membre de l'Assemblée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas

Pour les différents plans d'action, nous nous sommes réunis avec des organisations de la société civile de différents domaines. Pour le plan d'action actuel, nous nous sommes réunis avec 100 organisations, avec qui nous avons tenu des sessions de travail pour définir les engagements du plan. Il est important de faire cela avec le public. On n'obtient pas de résultats en imposant d'en haut.



Luis Rojas, secrétaire adjoint de la Chambre des députés du Chili

Pays représentés



Brésil



Méxique



Chili



Panama



Costa Rica



Paraguay



Équateur



Pérou



Guatemala



Republique
dominicaine



Honduras

Canada



Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux de l'Assemblée nationale de Panama et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

PROCHAINS POINTS D'ACTION DU RÉSEAU DE FONCTIONNAIRES POUR LE PARLEMENT OUVERT DE PARLAMERICAS

- Proposer un guide avec les objectifs et les cibles du Réseau permettant d'évaluer sa progression à chaque réunion
- Cibler un thème principal pour chaque réunion et que chaque parlement présente un résumé sur ce sujet afin que les autres puissent connaître ses avancées
- Établir une liste des fonctionnaires indiquant leurs spécialités et intérêts, ainsi que les thèmes sur lesquels ils travaillent en matière de parlement ouvert, pour pouvoir échanger des expériences et des bonnes pratiques, en utilisant aussi le Portail sur le parlement ouvert de ParlAmericas
- Que les fonctionnaires plus avancés sur un aspect particulier de l'ouverture législative dispensent des formations à ceux qui débutent ces processus, afin de contribuer et de travailler ensemble pour l'avenir
- Collaborer avec le Réseau latino-américain pour la transparence législative pour contribuer à la nouvelle méthodologie de l'indice de transparence et à sa mise en œuvre

Podcasts ParlAmericas

Retrouvez ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour écouter les sessions de nos rencontres.



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de 35 **ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre **L'ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

